

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 17/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOTREFI

48 rue des Tonneliers
BP 81007
25460 Étupes

Références : UID257090/SPR/JP/AR 2023 1117D
Code AIOT : 0005900275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement SOTREFI implanté 48 rue des Tonneliers BP 81007 25460 Étupes. L'inspection a été annoncée le 25/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors d'une **opération de dépotage de produit chimique** (réactif - Chlorure ferrique à 40 %); **une erreur de raccordement** a lieu au niveau des vannes de la citerne engendrant un **mélange incompatible de produit chimique**. le mélange incompatible générant alors des vapeurs de chlore inconfortables pour les personnes présentes à proximité de la zone d'opération.

Le jour de la livraison, la citerne comporte 5 alvéoles de chargement.

Le chauffeur en charge de superviser l'opération doit raccorder son flexible à deux reprises sur l'ensemble routier pour permettre le dépotage des deux alvéoles contenant la quantité de réactif commandé par l'exploitant.

Les 5 compartiments sont indépendants et équipés de vannes de fond, reliées à 5 vannes de service

avec bouchons, l'ensemble étant regroupé via une panoplie sur le côté de la citerne.
Les vannes de fond et de service sont numérotées de 1 à 5 (identique à la numérotation des compartiments).

Deux produits différents sont effectivement en présence dans les différentes alvéoles de la citerne (**Chlorure FERRIQUE** à 40 % - CAS 7705-08-0 - ONU 2582 - **alvéoles n° 1 et 4** / **hypochlorite en solution** - CAS 7681-52-9 - ONU 1791 - **alvéoles n° 2 et 5**).

Une fois mis en place par le superviseur de l'opération, le chauffeur extérieur signe le descriptif de chargement (document prestataire extérieur) sans y faire apposer la signature du salarié SOTREFI.
Aucun contrôle spécifique par le réceptionnaire au regard de l'opération de raccordement à réaliser sur la citerne n'est repris dans les procédures internes. Le document du prestataire extérieur (Bon de livraison) stipulant effectivement l'emplacement des produits dans les citernes.

Le chauffeur retire alors les bouchons des compartiments n° 2 et 4 (hors plan de chargement concernant le bouchon n°2), et ouvre les vannes de fond des compartiments n° 1 et 4 conformément au plan de chargement.

Le premier compartiment vidé en chlorure ferrique est le n°4 (500 L).

Le chauffeur branche ensuite son flexible sur la vanne du compartiment n°2, le bouchon ayant été déposé quelques minutes auparavant au début de l'opération.

A l'ouverture de la vanne de service du compartiment n°2, il n'observe pas de transfert de produit au niveau de son flexible.

Il constate alors que la vanne de fond du compartiment n°2 est fermée. Il manipule la vanne n°2 à l'ouverture ce qui entraîne la vidange de l'extrait de javel contenu dans le compartiment n°2 vers la cuve fixe de chlorure ferrique de l'exploitant.

→ Matériel fixe de réception SOTREFI :

Cuve PEHD de 7,5 m³ contenant du chlorure ferrique

Tuyauterie fixe de remplissage DN50.

Vanne DN50 cadénassée en entrée de ligne (repéré par un affichage).

Demi raccord GUILLEMIN DN50.

→ Matériel mobile de livraison du prestataire extérieur :

Camion TMD 5 compartiments.

Vanne de raccordement quart de tour avec demi raccord GUILLEMIN DN50.

Affichette d'indication du numéro de compartiment correspondant.

Flexible DN 50 avec demi raccord GUILLEMIN.

L'opération débute à 07H50 du matin, à 08H36 l'encadrement SOTREFI contact le SDIS 25.

A 8H45 s'en suit l'intervention des pompiers qui prennent en charge les deux premiers salariés incommodés ainsi que le chauffeur et déclenche l'activation de la cellule chimique (CMIC).

À la suite d'échanges conjoints entre la CMIC, SOTREFI et les représentants du prestataire extérieur, l'intervention d'un binôme d'ESIs SOTREFI équipés d'Appareil Respiratoire Isolant (ARI) est mise en œuvre pour développer un brouillard d'eau sur la cuve de chlorure ferrique afin d'en disperser les vapeurs de chlore.

Par ailleurs, la zone de dépotage à l'emplacement de la citerne routière est sécurisée en y refermant les vannes et en débranchant et purgeant le flexible de dépotage.

Des mesures de vapeurs de chlore sont également mises en œuvre par les pompiers afin de confirmer l'absence d'effet à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

Après balisage de la zone impactée par les dégagements gazeux, les personnels ont pu réintégrer leurs locaux.

Afin de poursuivre la ventilation de la cuve de chlorure ferrique, un flexible pétrolier est raccordé sur la conduite de remplissage afin d'en évacuer les vapeurs résiduelles vers l'extérieur.

L'intervention des pompiers s'achève vers 12h30, et la reprise d'activité du site est autorisée à 13h00.

On dénombre trois personnes incommodées par les vapeurs (3 accidents du travail déclarés dont deux avec arrêts : le chauffeur ainsi qu'une personne du site de réception du réactif).

La cuve de stockage de chlorure ferrique n'étant pas agitée, la décomposition de l'extrait de javel en chlore gazeux, bien que ralentie, continue à s'opérer à l'interface avec le milieu acide.

Il est alors convenu (CMIC, laboratoire interne, prestataire extérieur ainsi que le service de Recherche et Développement du groupe Séché Environnement (maison mère de SOTREFI) de procéder à la réduction de l'extrait de javel non réagi en surface du bac de chlorure ferrique à l'aide de bisulfite de sodium 40%.

Cette opération a été mise en œuvre par un binôme d'intervenants SOTREFI équipés de protection respiratoire.

Au total, 21 bidons de 10L de bisulfite ont été vidés en plusieurs fois.

Un suivi de température par caméra thermographique pour suivre l'exothermie de la réaction et une mesure de vapeurs de chlore sont réalisés pendant toute cette phase.

Entre chaque ajout de réactif, une agitation par canne à air est mise en œuvre, puis un prélèvement d'échantillon réalisé pour une vérification au laboratoire du caractère oxydant du milieu par papier iodo-amidoné.

Sur validation finale par le laboratoire de l'absence de résidus d'extrait de javel dans le bac, le dispositif de surveillance a été levé.

Un dispositif de contrôle a toutefois été mis en place pour le week-end par la directrice d'exploitation et l'astreinte site en ayant conjointement informé les services de la DREAL des moyens mis en œuvre dans le cadre de cette sécurisation.

Un pompage et nettoyage du bac de chlorure ferrique a enfin été organisée le mardi 26/09 avec une société d'hydrocurage sous la responsabilité de SOTREFI.

Les déchets récupérés lors de l'opération ont été conditionnés en container et feront l'objet d'une élimination en filière de traitement adaptée (environ 3 m³ de déchet à caractériser et 1,5 à 2 m³ d'eau souillée de nettoyage).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOTREFI
- 48 rue des Tonneliers BP 81007 25460 Étupes
- Code AIOT : 0005900275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site SOTREFI d'Etupes, se situe à proximité de Montbéliard (équipe dénombrant une vingtaine de collaborateurs) gère les déchets dangereux des entreprises de la région. Son activité est répertoriée comme site Seveso seuil bas.

Le site est notamment spécialisé dans le traitement physico-chimique et biologique des mélanges eaux / hydrocarbures (Pour ces déchets industriels spéciaux, provenant principalement des secteurs de l'automobile, de la construction mécanique et de l'horlogerie et mécanique de précision)

L'exploitation de l'activité ICPE est centrée sur le traitement des pollutions (métaux, phase huileuse, etc).

Le site exploite également, une plateforme de regroupement et de reconditionnement des déchets dangereux.

Les chimistes présents sur site identifient, analysent et regroupent les déchets dangereux diffus (collectés en petites quantités) pour les orienter vers les filières de valorisation et de traitement adaptées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite réactive faisant suite à l'incident (erreur de cuve) survenu lors d'une opération de dépotage d'un réactif chimique sur site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	I – Règles générales d'exploitation – EDD	AP Complémentaire du 09/12/2009, article 1.3 conformité aux plans et données techniques	/	Sans objet
2	II - Règles générales d'exploitation – Gestion de l'établissement	AP Complémentaire du 16/12/2009, article 2.1 exploitation des installations	/	Sans objet
3	III – Prévention des risques technologiques – Accès et déplacement sur site	AP Complémentaire du 16/12/2009, article 7.2 infrastructures et installations	/	Sans objet
4	IV – Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 16/12/2009,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	– Procédure de gestion interne	article 7.3 gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers		
5	V – Prévention des risques technologiques – Qualification et formation	AP Complémentaire du 16/12/2009, article 7.3 gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers	/	Sans objet
7	VII – Prévention des risques technologiques – Dépotage sur site	AP Complémentaire du 16/12/2009, article 7.5 prévention des pollutions accidentelles	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	VI – Prévention des risques technologiques – Règles de stockages	AP Complémentaire du 16/12/2009, article 7.5 prévention des pollutions accidentelles	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système documentaire existant est suivi et appliqué sur site.

Néanmoins, certains points de détail, des procédures et / ou modes opératoires en question devront être mis à jour dans le cadre du retour d'expérience de cet incident.

L'opération de raccordement par le prestataire extérieur doit faire l'objet d'une remise en cause des pratiques pour obliger a minima une redondance des contrôles (opération de raccordement du flexible).

Contrôle documentaire, visuel, technique avec éventuellement des moyens de consignations spécifiques aux vannes à actionner par le prestataire extérieur sur son ensemble de livraison.

Les bonnes réactions des différents intervenants ont permis de maîtriser rapidement l'évènement initiateur de l'incident (vidange de l'alvéole de javel dans le bac de réactif du site) en limitant ainsi les conséquences.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : I – Règles générales d'exploitation – EDD

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/12/2009, article 1.3 conformité aux plans et données techniques
Thème(s) : Situation administrative, exploitation et disposition
Prescription contrôlée : « Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »
Constats : Dans le cadre des dossiers déposés par l'exploitant, l'étude de danger (EDD) reprend dans son détail (point n°4. DÉCHARGEMENT ET STOCKAGE DES RÉACTIFS DE TRAITEMENT ET DE FONCTIONNEMENT) l'activité de réception des réactifs de traitement (liquides et solides). On y retrouve notamment l'opération de remplissage des cuves de stockage des réactifs. Il est mis en évidence le potentiel de danger dû à un transfert de matières premières incompatibles. Les causes y sont effectivement détaillées comme étant potentiellement un mélange incompatible faisant suite à une identification erronée du réactif ou suite à une erreur humaine de non respect de la procédure de dépotage. Les barrières de sécurité (contrôle à réception, présence des opérateurs durant l'opération de dépotage, bouches de dépotage cadenassées et identifiées, vanne de fermeture au niveau du camion) n'ont manifestement pas permis d'éviter ce 20/10/2023 le scénario imaginé. Lors du retour d'expérience, une mise à jour du scénario devra notamment permettre d'intégrer (mais pas exclusivement) des moyens de contrôle à réception (à titre d'exemple : caractérisation par échantillonnage, amélioration visuelle des documents de livraison et des informations de raccordement pour les opérateurs, affichage au niveau de la zone de dépotage de consignes spécifiques, double consignation sur le camion en attente de dépotage, etc) Pour cela, l'inspection des installations classées précise à l'exploitant que des accidents similaires

sont répertoriés dans la base de données ARIA du BARPI :

N° 37516
N° 44469
N° 46928
N° 49407
N° 51210
N° 59018

Si besoin, l'exploitant pourra en prendre connaissance pour approfondir son retour d'expérience et ainsi croiser avec les informations à intégrer dans le processus d'acceptation et de validation de dépotage des réactifs sur son site d'exploitation.

NB : L'exploitant réalisera un retour d'expérience croisé avec l'ensemble des autres opérations de dépotage sur son site, un contrôle sera mené pour s'assurer qu'un incident de ce type ne puisse pas survenir pour l'ensemble des opérations de dépotage vrac (réactifs, déchets, etc).
Un retour d'information auprès de l'inspection permettra de confirmer ce point par le biais d'un tableau de synthèse détaillant les opérations de dépotage par filière sous un délais de 3 mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : II - Règles générales d'exploitation – Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2009, article 2.1 exploitation des installations

Thème(s) : Situation administrative, Article 2.1.2 Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

«

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

»

Constats :

L'opération ciblée de dépotage de réactif sur site se fait dans le cadre de l'application du système documentaire en place.

Le besoin en réactif est déclenché suite à l'activation du niveau mini dans la cuve de stockage sur site (cuve de 7,5 m³, commande mini de 5T).

Une commande (service achat SOTREFI) est alors transmise au fournisseur.

En retour, une confirmation de commande est transmise au service achat SOTREFI par le prestataire.

Cette confirmation comprend notamment les éléments suivants :

- la désignation du réactif
- son conditionnement
- le volume livré
- un créneau de livraison possible à confirmer

Cette opération de livraison de chlorure ferrique étant la deuxième opération de ce type sur l'année civile 2023 (une à deux commandes par an) avec le même prestataire extérieur (fournisseur assumant la livraison sur site par ses propres moyens techniques).

Une fois l'intervention planifiée, vient alors le moment de la réception de la livraison sur site avec en premier lieu l'opération d'acceptation de l'ensemble routier dédié à cette opération (contrôle documentaire ADR notamment, respect du mode opératoire R5-PHC-MO-006-SOT - V1 en date d'application au 17/01/2022 (Mode opératoire de gestion des réactifs chimiques de l'exploitation).

Une fois l'ensemble mis en place sous la responsabilité du donneur d'ordre SOTREFI, le seul bon respect du mode opératoire ne permet pas d'assurer que le prestataire extérieur (le livreur) raccorde effectivement son flexible de dépotage à la bonne vanne sur son ensemble routier.

L'exploitant devra détailler, un mode opératoire plus complet permettant d'assurer (détaillé dans le point de contrôle n° IV) :

- la caractérisation du réactif à dépoter
- l'alvéole ou les alvéoles de l'ensemble routier (vanne-s) à raccorder et à dépoter sur site
- la cuve ou les cuves de réception sur site, notamment les vannes de raccordement correspondantes

L'exploitant transmettra sous un délais d'un mois la liste des personnes nommément désignées en capacité de superviser l'opération de réception / dépotage de réactif.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : III – Prévention des risques technologiques – Accès et déplacement sur site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2009, article 7.2 infrastructures et installations

Thème(s) : Risques accidentels, article 7.2.1. accès et circulation dans l'établissement

Prescription contrôlée :

«

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de Secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie et sur au moins 2 mètres de hauteur.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

»

Constats :

Des panneaux ainsi que des marquages au sol permettent d'identifier les accès aux installations.

Les opérations de livraison sur site sont notamment encadrées par un protocole dit de sécurité (Art.R.4515.4 à 11 du code du travail - protocole chargement - déchargement référencé SOT/IG 44.007.5).

Ce dernier est renseigné entre l'entreprise utilisatrice et l'entreprise intervenante et répond au besoin d'informations appropriées à délivrer à l'entreprise intervenante par l'entreprise utilisatrice concernant les opérations de chargement / déchargement à mener sur site.

Des consignes générales y sont dispensées, et les opérations à réaliser entre les deux parties y sont déterminées.

Le document reprendra au besoin les nouvelles procédures ou modes opératoires mis à jour dans le cadre du retour d'expérience lié à cet incident.

L'exploitant intégrera dans son protocole, conjointement avec son fournisseur, un paragraphe lié à la spécificité des camions ADR présentant plusieurs alvéoles de transport et donc plusieurs vannes de dépotage. L'absence d'indication dédié au transport en question au niveau des vannes (hormis la numérotation de chaque vanne), rend largement possible l'erreur dans le choix de la vanne par le chauffeur extérieur seul à contrôler son opération de raccordement (absence d'identification nominative comprenant la référence de chaque produit pour chaque transport au niveau des vannes par exemple).

Pour ce faire un double contrôle devrait être réalisé par le superviseur SOTREFI pour s'assurer que la vanne sélectionnée correspond bien aux indications du plan de déchargement du chauffeur.

Une campagne de communication du protocole mis à jour sera alors réalisée auprès des entreprises intervenantes. L'information des services de l'inspection des installations classées sera réalisée à cette occasion.

Concernant l'environnement proche du site, l'établissement est effectivement clôturé sur la totalité de sa périphérie et sur une hauteur de plus de 2 mètres.

Deux accès éloignés l'un de l'autre son existant, ils débouchent directement sur la voie publique (un premier en face avant et un second en face arrière du site d'exploitation).

Les prestataires extérieurs sont obligés de se présenter à l'accueil physique du site pour avoir accès aux installations (contrôle documentaire, annonce en interne de la personne responsable de la prise en charge de l'opération), puis le portail d'accès est déverrouillé par la personne ayant réalisé l'accueil du chauffeur une fois le camion prêt à rentrer sur site (Via un interphone et une borne d'accès).

L'exploitant transmettra sous un délai de trois mois une synthèse de l'ensemble des éléments traités.

L'exploitant se positionnera quant à l'éventuelle nécessité de revoir périodiquement les protocoles de chargement / déchargement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2009, article 7.3 gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers
Thème(s) : Risques accidentels, 7.3.1 consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents
Prescription contrôlée : « Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. »
Constats : L'opération ciblée de dépotage de réactif sur site est encadrée par la mise en œuvre du mode opératoire R5-PHC-MO-006-SOT - V1 en date d'application au 17/01/2022 (Mode opératoire de gestion des réactifs chimiques de l'exploitation). Faisant suite à l'incident, il paraît donc possible qu'une erreur du prestataire extérieur (le livreur) advienne concernant le raccordement du flexible de dépotage à une autre alvéole que celle prévue initialement dans son plan de déchargement (raccordement sur son ensemble routier) pendant l'opération de dépotage (avec de multiples raccordements). L'exploitant devra détailler un mode opératoire plus complet permettant ainsi de valider les différentes étapes du process de dépotage, à savoir : - la confirmation de l'alvéole ou des alvéoles de l'ensemble routier (vanne-s) à raccorder permettant de réaliser l'opération de dépotage sur site - la confirmation de la cuve ou des cuves de réception sur site, notamment les vannes de raccordement correspondantes Cela pourra passer notamment par : - le contrôle documentaire (transport ADR, opération de dépotage, bon de livraison, etc). - la réalisation d'une caractérisation physico-chimique d'un échantillon prélevé directement à la / aux vanne(s) de la citerne avec consignation par écrit des résultats permettant de libérer le lot. - un double contrôle des vannes sur l'ensemble routier pour une identification claire et éventuellement l'apposition d'un moyen technique de reconnaissance / consignation de la / des vanne(s) en question lors du prélèvement d'échantillon. Dans le prolongement des échanges que l'exploitant a initié avec son fournisseur, celui-ci se portera force de proposition quant à la réalisation d'un bon de livraison plus explicite (côté fournisseur) à destination du chauffeur et du site réceptionnaire. Un système simple de représentation par schématisation de l'ensemble routier par exemple, permettant ainsi de mettre en évidence par un code couleur unique associé aux indications nécessaires à l'identification des produits contenus dans les alvéoles concernées par les opérations spécifiques de dépotage à mener sur le site en question (plan de déchargement). L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées sous un délais de trois mois les

procédures mises à jour, ainsi qu'une synthèse des échanges et des éventuelles améliorations apportées aux documents fournisseur ainsi que le retour d'expérience côté fournisseur sur ces bonnes pratiques d'intervention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : V – Prévention des risques technologiques – Qualification et formation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2009, article 7.3 gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers
Thème(s) : Risques accidentels, 2.1.3.1.5 Qualification du personnel et 7.3.3 formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant doit disposer à tout moment d'un effectif possédant les qualifications professionnelles adaptées à leur poste. L'ensemble du personnel doit suivre une formation initiale et continue »</p> <p>« Sans préjudice des dispositions de l'article 2.1.3.1.5 et outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des Installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournira sous un délais d'un mois, les justificatifs de formation / recyclage du personnel en charge du suivi du bon déroulement des opérations de dépotage des réactifs sur site (Formation sécurité à l'opération, Formation ADR, formation risque chimique, etc).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : VI – Prévention des risques technologiques – Règles de stockages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2009, article 7.5 prévention des pollutions accidentelles
Thème(s) : Produits chimiques, étiquetage des substances et préparations dangereuses / réservoirs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux ou polluants d'un volume supérieur à 800 L portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible. »</p> <p>« Les canalisations et réservoirs utilisés par le procédé doivent être marqués de manière à : - indiquer clairement sur chaque cuve son contenu et sa capacité. Chaque cuve doit porter un identifiant unique. Le système de marquage doit être adapté à l'utilisation et au contenu des réservoirs »</p>

<p>Constats :</p> <p>L'objet du contrôle pour cette prescription porte sur la cuve de réactif incriminée lors de cet incident uniquement.</p> <p>Une revue exhaustive n'a pas été réalisée sur l'ensemble du site concernant les différents fûts, réservoirs et autres emballages, récipients fixes de stockage de produits dangereux ou polluants.</p> <p>L'affichage sur la cuve de réception du réactif est présent. Il identifie clairement le produit contenu dans l'enveloppe de la cuve, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifiant unique de numéro de cuve - volume capacitaire en m³ - nature et nom du produit stocké - pictogramme de danger et phrase de risque <p>La rétention est propre, exempte de tout liquide ou encombrant pouvant limiter le volume de rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : VII – Prévention des risques technologiques – Dépotage sur site

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2009, article 7.5 prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, 7.5.7 transports – chargements – déchargement – manutention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides {ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>»</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle visuel se limite à l'aire de dépotage du réactif (Chlorure ferrique).</p> <p>Cette dernière se situe à l'intérieur du bâtiment D, à l'abri des eaux météoriques.</p> <p>L'exploitant confirmera que lors de la mise en place de l'ensemble routier, l'opération de dépotage de réactif est sécurisé et sur rétention pour permettre la récupération d'éventuelles fuites ou pertes de réactif via le réseau dédié prévu à cet effet.</p> <p>Un plan à jour comprenant les réseaux de rétention du site, ainsi que les volumes correspondant seront transmis à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

